

Les changements que j'ai mentionnés au commencement ne sont pas tous à déplorer. Il y a aussi des éléments encourageants.

L'année dernière, nous avons lancé un processus de consultation avec les pays nouvellement industrialisés. Le Canada a joué un rôle de premier plan pour favoriser ce dialogue. Et s'il l'a fait, ce n'est pas uniquement parce qu'il fait partie des nations du Pacifique, mais également parce qu'il est conscient que nous ressentons tous les effets réciproques de notre macro-économie, de notre commerce et même de nos politiques et programmes sociaux.

Le dialogue sur les questions d'intérêt mutuel maintenant bien amorcé. L'OCDE, dans ses travaux, tient davantage compte de la situation et des politiques de la Corée, de Singapour, de Hong Kong et d'autres économies de cette région. Des ateliers seront organisés pour poursuivre les discussions sur des aspects particuliers des politiques. Cet effort en vue d'accroître la coopération et d'intégrer davantage ces pays au système économique international doit être loué.

Nous avons constaté le succès de ces économies nouvellement industrialisées et les leçons que nous pouvons en tirer. Nous avons vu que ce succès n'est pas venu sans effort, mais qu'il a été remporté dans des conditions souvent fort difficiles. Et nous avons reconnu la nécessité d'un dialogue ouvert et constructif avec ces économies importantes. Il est donc clair que notre premier effort, déjà très fructueux, devrait être poursuivi de façon systématique.

Le colloque et les ateliers doivent marquer le lancement d'un processus dynamique. Il ne faut pas en faire des événements isolés.

Je crois que nous pouvons aussi étendre notre rayonnement à d'autres régions, comme l'Europe de l'est, bien qu'avec des moyens différents. L'OCDE est en bonne position pour entreprendre la coordination de nouveaux travaux d'analyse sur le développement économique dans cette région.

Nous estimons en particulier que l'OCDE devrait répondre de façon positive et constructive aux demandes présentées par les pays siégeant au CAEM en vue de faire effectuer une analyse de leur économie et d'obtenir des conseils techniques de façon à soutenir le rendement et les réformes économiques.